

Initiateurs: équipe de coordination de l'Assemblée de l'Alliance ACT (FECCLAHA, MEDRA, CCS)

Forums associés à la déclaration: Malawi, Zimbabwe, Zambie, Burkina Faso, Mozambique, Soudan du Sud, Kenya, Ouganda et Burundi

Déclaration publique de l'Alliance ACT sur l'Afrique

Les tendances sociales, environnementales, politiques et économiques auxquelles le monde a été confronté ces dernières années ont également touché l'Afrique. Celle-ci continue de faire face à d'importants problèmes liés à la pauvreté, à l'aggravation des inégalités, au changement climatique et à la dégradation de l'environnement, à la discrimination et aux violences sexistes, à la mauvaise gouvernance, aux violents conflits, au déplacement de ses populations et aux conséquences négatives de la mondialisation économique.

Les riches ressources de l'Afrique continuent d'être pillées au travers d'une combinaison de systèmes corrompus aux niveaux national et international, de flux financiers illicites, de méthodes d'extraction agressives et d'une exposition continue des communautés et des peuples africains à la pauvreté et à des situations politiques instables.

Nous saluons les différentes tendances positives observées sur le continent africain, notamment la croissance économique, l'engagement dynamique des jeunes, le leadership dans les domaines des technologies mobiles et de l'innovation, la participation politique des femmes dans des pays tels que le Rwanda et l'Éthiopie, et bien plus encore.

Nous sommes préoccupés par le fait que la réponse inadéquate et l'inaction des gouvernements africains et de la communauté internationale à l'égard d'enjeux importants pour le continent et ses habitants, en particulier la paix et la sécurité, le changement climatique, l'aide humanitaire, les migrations et le développement durable et transformateur, conduisent ou contribuent à la vulnérabilité persistante de l'Afrique.

Nous sommes également préoccupés par la réduction croissante de l'espace politique et opérationnel accordé aux organisations de la société civile (y compris les Églises et autres organisations d'inspiration religieuse), et ce, dans plusieurs pays africains où des lois ont été adoptées pour entraver l'enregistrement, le financement, la mobilisation et le travail de plaidoyer de ces organisations.

Nous reconnaissons et affirmons que l'avenir et le bien-être du continent africain sont entre les mains de son peuple, mais également que les Églises, la famille œcuménique et les autres acteurs confessionnels ont un rôle particulièrement important à jouer pour soutenir et contribuer à la vision d'une Afrique prospère, pacifique et durable. Nous reconnaissons le rôle essentiel de l'aide internationale au développement et de la coopération en Afrique, et affirmons les Principes d'Istanbul sur l'efficacité du développement et l'appel à ne laisser personne de côté lancé par le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Nous affirmons le rôle prophétique des Églises et de la famille œcuménique en Afrique, qui n'ont cessé de promouvoir la paix, l'unité, la justice et le développement durable. Nous affirmons le travail positif accompli par les membres de l'Alliance ACT et les Églises en vue de répondre aux besoins humanitaires urgents et de promouvoir la justice entre les sexes, une gouvernance responsable, la justice climatique et la justice économique sur le continent. Nous affirmons et reconnaissons en particulier leur engagement et leur soutien continu à l'égard des crises oubliées et chroniques.

Nous appelons les Églises et la famille œcuménique à contribuer au partage de récits positifs de résilience et de durabilité en Afrique, plutôt que des récits simplistes de chaos, de conflits violents et de pauvreté, qui témoignent rarement des véritables progrès accomplis.

Nous exhortons les gouvernements africains à redoubler d'efforts dans la lutte contre la corruption et à exercer leur gouvernance et leur leadership de manière responsable envers les citoyens. Par ailleurs, nous appelons les gouvernements à protéger les droits humains de tous les individus et à veiller à ce que les organisations de la société civile, y compris les Églises et les acteurs confessionnels, disposent de l'espace nécessaire pour mener à bien leur mission.

Nous appelons les partenaires du développement et la communauté internationale à investir dans l'avènement d'un développement durable et transformateur, notamment en apportant un soutien à la mise en œuvre des ODD, de l'Accord de Paris et d'autres cadres essentiels à la résilience des communautés africaines. Nous soulignons tout particulièrement l'importance de l'efficacité du développement et appelons à renforcer l'aide au développement en faveur des pays fragiles et les moins avancés du continent africain.